

**Fouille de grande envergure dans l'espace universitaire de Badalabougou :
Le CENOU désormais engagé « à mettre fin à la circulation et à l'utilisation
des armes dans l'espace universitaire »**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 18 FEVRIER 2020

545

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Insécurité au Centre

**Fausse accalmie ou
regain de tension ?**



Ogossagou : Ne plus accepter l'inacceptable



**Législatives 2020 : Tout est fin prêt selon
le ministre Bah**

LA RENTRÉE
LITTÉRAIRE
DU MALI

Quand l'Afrique se raconte à elle-même et au Monde.

RENTRÉE LITTÉRAIRE DU MALI



Entrée libre !

Bamako • Sikasso • Djenné • Tombouctou
18-23 février 2020



« **PETITES HISTOIRES ET GRANDS RÉCITS** »

CAFÉS LITTÉRAIRES • LECTURES • DÉDICACES • TABLES RONDES • DÉBATS
ATELIERS • HOMMAGES • SPECTACLES • PRIX LITTÉRAIRES 2020



www.rentreelitterairedumali.org

Une	Insécurité au Centre : Fausse accalmie ou regain de tension ?	P.4
Brèves	Abou Sow : Nouveau président de TABITAL PULAAKU Mali	P.11
	Législatives du 29 mars : Des partis demandent le report	P.11
	Communiqué de l'URD sur les attaques de Ogossagou dans le cercle de Bankass du 14 février 2020	P.12
	Transport : Une nouvelle compagnie aérienne nationale en mars 2020	P.12
	Échec des négociations entre le gouvernement et les syndicats de l'éducation : Les écoles publiques fermées pour 20 jours à compter d'hier lundi 13	P.13
	Guinée Equatoriale : Un diplomate malien arrêté à Malabo	P.13
Actualité	Pour un Etat islamique au Mali : Le prêcheur Bandiougou DOUMBIA fait allégeance à l'EIGS	P.14
	Education : Le torchon brûle !	P.15
	Pour « licenciement abusif » : Semos et Lta-Mali condamnées à payer 5 082 676 563 FCFA à 259 ex-employés	P.16
	Ogossagou : Ne plus accepter l'inacceptable	P.17
	Arrivée des premières unités de l'Armée reconstituée à Kidal : L'appui déterminant de la MINUSMA	P.18
	Fouille de grande envergure dans l'espace universitaire de Badalabougou : Le CENOU désormais engagé « à mettre fin à la circulation et à l'utilisation des armes dans l'espace universitaire »	P.19
	Police Nationale : Le DGPN Ag Infahi annonce l'ouverture de 13 nouveaux commissariats!	P.20
	Mise en œuvre du Projet EJOM : Démarrage des formations des 2 659 bénéficiaires du contingent 2020	P.21
Politique	Législatives 2020 : Tout est fin prêt selon le ministre Bah Mahamat Saleh Annadif au Café de la Paix : « Chacun doit faire une autocritique pour arriver à la réconciliation »	P.22
	Amadou Toumani Touré : « Je suis toujours disponible pour le Mali ! »	P.23
	Polémique autour du dialogue Avec Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa : IBK tranche en faveur de Dioncounda et jette l'opprobre sur Tiébilé Dramé	P.24
Culture & société	Mopti : A Djenné, « patrimoine (toujours) en péril »	P.27
International	Côte d'Ivoire : Négociations avec Ouattara, Gbagbo désigne Affi	P.28
	Côte d'Ivoire : L'Église catholique veut un processus électoral pacifié	P.29
Sport	Football : Victime de racisme, le Malien Marega quitte le terrain avec fracas	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.9



P.16



P.22



Insécurité au Centre : Fausse accalmie ou regain de tension ?



C'était le 25 mars 2019. Accompagné de membres de son gouvernement, du gouverneur de la région de Mopti, de notabilités coutumières et religieuses et aussi de la haute hiérarchie militaire, le président Ibrahim Boubacar Keita se rendait dans ce qui restait du village de Ogossagou, dans le cercle de Bankass pour apaiser la colère et apporter un réconfort aux rescapés d'une barbarie sans nom ayant fait plus de 160 morts. Visiblement ébranlé, il s'est adressé en des termes particulièrement comminatoires et discourtois à son nouveau Chef d'Etat-Major Général des Armées pour lui dire publiquement qu'il sera immédiatement relevé de ses fonctions si un tel drame se reproduisait.

Presqu'une année plus tard, Ossossagou est de nouveau attaqué avec le même schéma opératoire : plus de 70 morts et disparus dont des femmes et des enfants, des cases et greniers

incendiés et du bétail emporté. Avec la circonstance aggravante que l'attaque est intervenue quelques heures seulement après le retrait d'un détachement militaire censé sécuriser la zone. Bien évidemment et comme à l'accoutumé, les

condamnations n'ont pas tardé à pleuvoir dont celles, sonnantes comme un aveu d'impuissance, du gouvernement et de la Minusma. Même la milice Dana Amassagou, vers laquelle beaucoup de regards se sont tournés, a publié un com-





munié pour décliner sa responsabilité et s'engager à entreprendre « toutes les investigations pour comprendre et situer les responsabilités. ». Certains ont évoqués la piste terroriste mais le modus operandi de l'attaque ne semble en faire, à priori, en faire la piste la plus sérieuse. Ogassagou 2 n'est malheureusement pas un événement isolé, un accident de parcours. En effet, contrairement au discours officiel il n'y a eu aucun répit au centre du Mali malgré les multiples séjours du Premier Ministre Boubou Cissé, les rencontres intercommunautaires faites de distribution d'argent couronnés par des communiqués de bonne entente, la désignation d'un Haut Représentant du Président de la République en la personne d l'ancien du Chef d'Etat de la Transition 2013 Dioncounda Traoré, les rencontres organisées par le Haut Conseil Islamiques et les négociations secrètes avec les djihadistes.

Rien ne semble enrayer la machine infernale et la spirale de la violence à telle enseigne que le Président IBK a récemment initié une nouvelle opération militaire dénommée Maliko (expression bamanan signifiant la Cause du Mali). Le fond du problème demeure tout à la fois l'absence d'équipements militaires adéquats liée à la corruption et aux détournements qui impactent fortement le moral de la troupe.

A regarder de près, du 1er janvier 2020 à ce jour que d'attaques et de sang versé comme peut l'illustrer le petit récapitulatif non exhaustif compilé par votre journal :

- 02 janvier : polémique sur la location des aéronefs de l'armée de l'air en temps de guerre ;
- Attaques dans le cercle de Bandiagara ;
- 09 janvier : 18 soldats Tchadiens blessés dont 06 grièvement ;
- Le même jour un bus de la compagnie SONEF saute sur une mine sur l'axe Douentza – Gao occasionnant de nombreux morts et blessés ;
- 14 janvier : incendie de l'école et du jardin d'enfants du village de Manaco, commune de Fatoma à quelques encablures de Sévaré ;

- 17 janvier : Ali Nouhoum Diallo, dont les propos sont confirmés par d'autres sources dénonce l'attaque du village de Syndia, à 15 kms de Douentza. Bilan : 14 morts ;
- 21 janvier : 02 victimes et 02 blessés côté FAMA par des engins explosifs improvisés (EEI) à Dalla alors qu'ils se rendaient à Douentza en provenance de Boni ;
- 22 janvier : 06 morts et plusieurs blessés contre les FAMA à Diougani dans le cercle de Koro ;
- 23 janvier : attaque d'individus armés contre le village de Sodon dans le cercle de Bankass ;
- 25 janvier : 03 bléssés dans les rangs de la Minusma après le heurt d'un véhicule contre un EID ;
- Le même jour 03 jeunes ont été cruellement assassinés à Ogossagou ;
- 26 janvier : Attaque de Sokolo revendiqué par le JNIM : plus de 20 soldats tués, 03 capturés des véhicules, armes et munitions emportés ; des morts côté djihadistes ;
- 30 janvier : attaque terroriste contre le poste FAMA de Sarakala occasionnant des pertes matérielles ;
- 31 janvier : une attaque contre 02 véhicules de transport en commun fait 06 morts dans la localité de Mopti ; des barrages sont installés par des milices armés sur les axes Bandiagara – Sévaré et Bandiagara – Bankass ;
- 1er février : attaque repoussée contre le village de Diankabou à la suite du retrait des FAMA





de cette localité ;

Le même jour, sur la « route du poisson » les attaques contre 02 véhicules font 6 morts. Le même jour un message vocal diffusé sur les réseaux sociaux demande aux populations d'abandonner cet axe.

Toujours le 1er février 4 morts pillage de greniers et enlèvement de troupeaux d'animaux

dans l'attaque contre le village de Bonkouna dans le cercle de Koro

- 03 au 05 février : attaques quotidiennes contre de nombreux villages dont Gani-Da (Commune de Sokoura) et Madougou (Koro) ;

- 06 février : Attaque du poste FAMA de Dinangourou : 6 militaires blessés et des véhicules incendiés ;

- 07 février : L'ambassade des USA et les réseaux sociaux annoncent une possible attaque contre la ville de Ségou ou se tient Segou Art (Le Festival sur le Niger) créant une véritable panique sur la ville ;

- 09 février : attaque près de Niono d'un poste FAMA : 03 gendarmes tués, des blessés et aussi de matériel emporté ;

- 10 février : Attaque de la brigade de gendarmerie de Diema dans la région de Kayes : un gendarme et 02 assaillants tués ;

- 13 février : Attaque du détachement militaire de Dialloubé : 01 mort, deux blessés et des véhicules emportés. 5 assaillants abattus ;

13 février : attaque contre un poste FAMA vers Niono : 01 tué et 03 blessés ;

14 février : Ogossagou 2

Cette énumération, qui n'est pas exhaustive est particulièrement inquiétante dans la mesure où elle témoigne de la progressive banalisation des crimes, parfois abominables. Seuls les crimes de masse sont désormais évoqués, les assassinats quotidiens passant désormais sous silence.

Ogossagou 2 sera-t-elle le drame qui va réveiller la vigilance collective et casser l'omerta sur les crimes quotidiens au centre du Mali au centre du Mali ? Et aussi sonner le glas de l'impunité ?

Force est de constater que l'accalmie évoquée dans les discours officiels est loin de traduire la réalité du terrain.

■ **MOCTAR SOW**



MALI MALIN



Mali : une marche spontanée pour la libération de Bandjougou DOUMBIA. Une cinquantaine d'habitants de Ntabacoro et adeptes ont marché ce lundi 17 février de Ntabacoro jusqu'à la porte du haut conseil islamique du Mali sise à Hamdalaye ACI. L'objectif était de montrer leur mécontentement suite à l'arrestation du leader religieux de Noor dine Bandjougou Doumbia ce matin par les éléments du BSI et la décision du gouvernement de les faire sortir de leur maison et de construire des logements sociaux à la place. «IBK briseur de foyer » était le slogan des manifestants qui ont battu le pavé. Déterminés ils ont quitté Ntabacoro jusqu'à Hamdalaye ACI pour dire ça suffit aux différentes décisions du pouvoir prises les concernant.

« Cela fait plus de six ans que nous menons cette lutte on a saisi toutes les institutions du pays mais personne ne nous écoute. La seule personne qui nous a écouté est Bandjougou comme il a plaidé à notre faveur on a appris qu'il a été arrêté ce matin par la BSI (brigade spéciale d'investigation) donc on veut qu'il soit libéré le plus tôt possible » nous dit une manifestante les yeux mouillés de larmes. Arrivé à la porte du haut conseil islamique les manifestants ont été reçus par le président de l'association qui les a invités à prôner le dialogue comme voie de réclamation de droit et pour l'intérêt de tous. « Je vous invite à vous arrêtez là et à retourner à la maison. Je reste là pour vous mais le respect de l'autorité est plus important comme on a l'habitude de dire que le Mali est un pays de droit » a t'il conclut Maliactu.net

Zanga Abdoulaye WATTARA



Marche de 3 leaders du Mouvement Démocratique Populaire (MDP), pour demander l'application de l'article 39, le respect du principe démocratique au Mali et autres. Il s'agit du Dr Oumar Mariko, du SADI, Aboubacar Sidick Fomba, de l'ADPEM, Baila Niang, de l'UPM. Ils demandent en outre:

- 1- La fin de la mauvaise gouvernance
- 2- le report des législatives compte tenu de la situation d'insécurité et de tragédies
- 3- L'interdiction des festivals et manifestations folkloriques.
- 4- Le bilan d'exécution détaillé des 1.230 milliards alloués aux FAMAs.

5- Une explication convaincante de l'État, sur la nouvelle attaque d'Ogossagou ayant fait une cinquantaine de morts et la traduction de leurs auteurs et complices devant la justice.

6- Une explication sur le bien-fondé des 15 nouveaux blindés, retournés.

Itinéraire de la marche : Bourse du travail - Monument de l'indépendance.

UN ASSAILLANT APPRÉHENDÉ APRÈS L'ATTAQUE D'OGOSSAGOU :

Un assaillant armé a été appréhendé ce dimanche après l'attaque récente contre le village d'Ogossagou, au centre du Mali, qui a fait officiellement 31 morts, ont annoncé les Forces armées maliennes (FAMA) dans un communiqué.

« Un assaillant armé a été appréhendé après les attaques meurtrières d'Ogossagou qui ont fait 31 morts vendredi. Il a été conduit à Sévaré pour besoins d'enquêtes », a indiqué l'armée dans le communiqué, tout en assurant que « la sécurisation de la zone continue ». Par ailleurs, la milice Dogon Dan Nan Ambassagou a affirmé dans un communiqué qu'elle n'était nullement impliquée dans cette attaque.

« Mon mouvement n'est ni de près ni de loin associé aux tueries d'Ogossagou », a souligné le chef de la milice, Youssouf Toloba. Condamnant cette attaque meurtrière, il a indiqué avoir « entrepris des investigations pour comprendre et situer les responsabilités ».

Source: intellivoire

Les élèves envahissent la devanture de l'ORTM ce lundi matin. C'est aussi le début d'une grève de 20 jours entamée par la synergie des syndicats de l'éducation.



Chodi Ag

Chodi Ag est avec Fahad Ag Almahmoud et 7 autres personnes.

A ceux qui disent que l'État malien n'impliquait pas



Les populations de Kidal dans la gestion de leurs affaires voyons cette photo du 22 septembre 2009.

De Gauche à droite nous avons : En bleu, Bilal ag Ousmane, président du Conseil de cercle de Kidal. Alkassim ag Saghid , Vice Président de l'Assemblée Régionale de Kidal

Arbakane ag Mahamaalamine ,Maire de la Commune urbaine de Kida, Alhamdou ag Ilyène, Gouverneur de la Région de Kidal, Alhaji Ag Gamou chef de la zone militaire, actuel IGAS.

A l'extrême droite Ahmed Mohamed ag Guidi , Conseiller aux affaires économiques du Gouverneur de Kidal.

Aux quelles , il faut ajouter les députés Alghabas ag Intalla ,actuel S.G Du HCUA, Mohamed ag Intalla,

Les hauts Conseillers (Senateurs) Gamin ag Idjachtène, Attayoub ag Intalla, Rissa ag Ratbou, Nina walet Intalou, et Iyad ag Ghali S.G du JNIM, Ahmoudène ag Ikmass, 1er 1djoint au Maire de Kidal, actuel député de Kidal.

Tous les maires et présidents des conseils des Cercles de la région sont tous de Kidal et poursuivent au niveau de L' ANCIT et auprès des PTF le retrait systématique de tous ce qu'ils peuvent comme fonds et appui, comme si les Collectivités locales de la région fonctionnaient normalement au profit des populations.

Bref, nous avons les mêmes personnes qui sont encore là, qui pour la majorité se proposent encore; soit par les Mouvements armés, soit par leurs candidatures aux différentes élections pour améliorer la vie des populations.

Expliquer moi donc, qu'est ce que l' amélioration de la Gouvernance locale? Ces personnes peuvent elles se dédouaner de toutes la faillite de la qualité de la vie publique dans cette région? Je pense que non? Dites moi vos avis. CH.



RFI

URGENT - Rwanda: le chanteur de gospel Kizito Mihigo retrouvé mort dans sa cellule, selon la police

Au moins quarante Américains ont été infectés par le coronavirus à bord du navire Diamond Princess, qui se trouve en quarantaine au



large du Japon. 335 passagers et membres d'équipage ont contracté le coronavirus à bord. Washington a commencé à évacuer ses ressortissants et plusieurs autres pays étrangers s'apprentent à le faire.

DICKO NEWS



DICKO NEWS à Les maliens unis pour le Mali
Procès Sanogo et coaccusés : Les familles des bérets rouges auraient reçues les logements sociaux en guise d'une partie de répartition

Si la liberté provisoire a été accordée à Amadou Aya Sanogo et ses complices par la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Bamako, le mardi 28 janvier 2020 dernier, de l'affaire dite «Ministère Publique contre Fousseyni Diarra et autres communément appelée affaire Amadou Aya Sanogo », un deal aurait cependant se passer entre les 24 familles des victimes et la Primature pour que leurs conseils ne puissent s'opposer à cela.

Aujourd'hui une autre étape est en train d'être exécutée dans l'affaire qui est celle de la phase de réparation des 24 familles des victimes dont les proches ont été victimes d'enlèvement et assassinat, complicité d'enlèvement et d'assassinat où les corps ont été retrouvés dans un charnier en 2013 à Diago.

L'incertaine reprise du procès, la partie civile et les familles ont dû proposer des conditions pour la liberté provisoire à Sanogo et coaccusés sous l'égide du Pm Boubou Cissé et de son Ministre de la Justice Malick Coulibaly. Et enfin un consensus a été trouvé ; les enfants des victimes bénéficient depuis un certain temps le pupille national. En plus de cela, les familles ont été envoyées à la Police Nationale pour que chaque famille puisse donner le nom d'un jeune qui intégrera bien ce corps paramilitaire.

Selon un habitant de Tabacoro, qui nous a alertés et après vérification, les 24 familles des victimes ont été le jeudi 13 février sur le site des logements sociaux de Tabacoro pour prendre les clés de leurs nouvelles villas en guise d'une partie de réparation en attendant la reprise du procès.

Attendons d'y voir claire comment prendra fin cet affaire qui a tant suscité de critiques par tous...

Bokoum Abdoul Momini

Elhadj Djimé Kanté

Ayons pitié et Aimons-nous les uns les autres, aimons notre Pays qui sait, peut-être Dieu aura pitié de nous.



Bina Sogoba

NARA : Suite l'ambulance enlevé, les fama ont récupéré le véhicule suite à une poursuite engagée contre les assaillants, il y'a eue des échanges de tirs, les tirs continuer jusqu'à présent.
À suivre...



RFI Afrique



C'est un moyen prisé par les jeunes pour s'affranchir des bouchons et de la circulation, très dense, dans la capitale sénégalaise. À Dakar, les usagers du roller sont de plus en plus nombreux, mais ces courts ou longs déplacements ne se passent pas toujours comme sur des roulettes.



Manden Balla Toure



Apologie du crime terroriste:

Le prêcheur Bandjougou Doumbia a tort de ne pas être Mohamadou Dicko lors de l'attaque de l'hôtel RA-DISSON : Dicko a justifié alors le fait terroriste en soutenant que les djihadistes sont envoyés par Allah pour punir les crimes des maliens! Le P.G. Daniel prenant seulement l'arme de son courage en demandant de contrôler les financements des lieux de culte et, de plus "raser" les barbus, il fit les frais !

Dicko est -il mieux que Bandjougou ???

Koulouba Actu



A peine arrivée dans la ville de Kidal, que le premier bataillon de l'armée malienne reconstituée est contesté. Plusieurs dizaines de manifestants masqués devant le camp Général Abdoulaye SOUMARE disent qu'ils « ne sont pas d'accord avec le retour de l'armée ». Ce premier bataillon composé d'au moins 300 éléments, dirigé par le Commandant Mamadou Keïta, est arrivé à Kidal, le jeudi 13 février dernier dans la soirée. Ce retour des soldats maliens est une décision prise, la semaine dernière, au cours de la quarante-sixième (46ème) session ordinaire de la Commission Technique de Sécurité tenue à Bamako. « L'armée est bien arrivée à Kidal. Voici tout ce qu'on peut dire pour le moment », a déclaré le Colonel Diarran Koné, directeur de l'Information et des relations publiques des Armées. Selon la CMA, un des groupes armés signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation, ce déploiement de l'armée reconstituée se fera progressivement, région par région. Quant à la Plateforme, elle indique « qu'elle ne sera rassurée que quand l'armée seule s'occupe de la sécurité et du retour de l'administration à Kidal ».

Bamako Ciwara ToastMasters Club



La 15e session du mandat 2019-2020 a eu lieu, le samedi 08 février 2020 au Grand hôtel de Bamako. Elle avait pour thème : le grand déballage médiatique. Durant 2h de show, nous en avons pris plein les yeux. Pour couronner le tout, notre très cher frère Hamidou Doumbia a livré son dernier discours (40e) dans le mouvement TOASTMASTERS. Revivez en images cette belle session.



Malick Konate



Selon vous, c'est quoi la liberté d'expression ?

En plus, il explique comment fabriquer une bombe artisanale.

Tatou Solidarité

Aw yé sabali dôni saaa. Quelque soit ce k IBK a fait, comment pouvez vs cautionner le fait qu'il mette vos/nos vies en danger en disant clairement comment fabriquer une bombe? Comme vs ou vos proches avez pas été touchés par ce ki se passe ici, ô dé dô, tchrrmm

Ils utilisent le nom de Dieu et mentent sur Lui pour s'enrichir. Qu'Allah nous en préserve.

Nos enfants - sœurs - frères (pauvres) seront de nouveau à la maison ce lundi jusqu'au 13 mars 2020.
#GreveEnseignants #SOS_Ecole

Sans faire l'avocat du diable. Bandiougou DOUMBIA est allé loin. On peut dire sa part de vérité sans rentrer dans ces détails. Ses propos sont inadmissibles !

Ammy Baba Cisse

Un groupe de femmes, de jeunes et d'enfants marchent vers hamdallaye scandant la libération de Bandjougou Doumbia.



Le décompte macabre évolue à Ogossagou. Plus de 60 morts annoncés.

Les Émirats Arabes Unis ont-ils servi au Mali des blindés frelatés qui resteront garés pour un long moment ?

Gouvernement du Mali



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MDAC

Dans le cadre du processus d'acquisition des 100 véhicules blindés de type TYPHOON, MRAP (Mine Resistance Ambush Protective).

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre du processus d'acquisition des 100 véhicules blindés de type TYPHOON MRAP (MINE RESISTANCE AMBUSH PROTECTIVE), la Direction du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées (DMHTA), après avoir fait le constat que certains engins livrés ne répondaient pas aux caractéristiques techniques stipulées dans le contrat, s'est abstenue de réceptionner les engins non conformes.

Au demeurant, la DMHTA a immédiatement demandé au fabricant le remplacement des engins non conformes. Ce que le fabricant a accepté.

A ce jour, le remplacement des blindés non conformes est en cours.

La DMHTA attend la livraison très prochaine du reliquat des blindés conformément aux critères du contrat.

Le Ministre de la défense et des Anciens Combattants sait compter sur la bonne compréhension de toutes les opinions.

Bamako le 17 février 2020

Le Ministre


Général de Division Ibrahim Dambou Dombélé
Commandeur de l'ordre national



GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Abou Sow : Nouveau président de TABITAL PULAAKU Mali



Abou Sow est un homme politique malien, né en 1953 à Gavinané (Cercle de Nioro du Sahel, Mali). Après ses études fondamentales à Gavinané entre 1960 et 1965, Abou Sow effectue ses études secondaires au lycée de Badalabougou où il obtient son baccalauréat série lettre moderne en 1972. Il obtient une maîtrise en administration générale et en droit public à l'École nationale d'administration du Mali en 1976. Intégrant la fonction publique, il est affecté au governorat de la Région de Mopti, puis exerce les fonctions de chef d'arrondissement et de commandant de cercle pendant plusieurs années. En 1991, il devient chef de cabinet du ministre de l'Agriculture, puis exerce à différents postes de la haute administration (conseiller technique du Premier ministre, administrateur national au Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, chef de la section Administration à l'Unité d'appui à l'exécution nationale; chef de cabinet du Premier ministre). En janvier 2005, il est nommé gouverneur de la Région de Ségou. Le 9 avril 2009, le président Amadou Toumani Touré le nomme secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du développement intégré de la zone Office du Niger dans le gouvernement remanié de Modibo Sidibé[2]. Le 6 avril 2011, il est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Développement intégré de la zone Office du Niger dans le gouvernement de Gouvernement de Cissé Mariam Kaïdama SIDIBE.

Législatives du 29 mars : Des partis demandent le report



Le parti Sadi, l'Adpm, l'UMP et d'autres associations politiques regroupées au sein du Mouvement démocratique et populaire du Mali, exigent le report des élections législatives du 29 mars 2020. Selon leurs responsables, la situation sécuritaire ne permettra pas d'organiser un scrutin crédible et inclusif. Ils demandent des élections avec toutes les nouvelles régions du pays. Pour Aboubacar Sidiki Fomba, porte-parole du Mouvement démocratique et populaire du Mali, c'est regrettable que le gouvernement souhaite organiser des élections pendant que 900 écoles sont fermées et 300 000 personnes déplacées. C'est vraiment de la démagogie et de l'insouciance pour ce peuple, ajoute-t-il. « Au-delà de ça des régions ont été créées et comment se fait-il qu'on puisse juridiquement rétrograder la loi pour qu'une région soit un cercle pour pouvoir organiser des élections ? La loi qui permet l'élection des députés : la loi 02-010 du mars 2002 est caduque », dénonce le porte-parole du mouvement. Exigeant le report des législatives, le Mouvement démocratique et populaire du Mali propose des alternatives dont la « dissolution de l'Assemblée nationale à partir du 2 mai 2020 ». « Il faut légiférer par ordonnance pendant six à dix-huit mois pour permettre au gouvernement d'organiser des élections sur la base d'un fichier extirpé des tares », avance Aboubacar Sidiki Fomba. Malgré sa demande de reporter les législatives, le parti Sadi est disposé à présenter des candidats au scrutin du 29 mars 2020.

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Communiqué de l'URD sur les attaques de Ogossagou dans le cercle de Bankass du 14 février 2020



L'Union pour la République et la Démocratie (URD) a appris avec émotion et consternation que le village de Ogossagou-Peulh dans le cercle de Bankass a subi une nouvelle attaque meurtrière par des hommes armés le 14 février 2020 faisant plus de 70 disparus après celle du 23 mars 2019 qui a fait plus de 150 morts et de nombreux blessés ayant provoqué l'indignation du monde entier. Au Président de la République du Mali de dire à cette occasion : « Plus jamais ça ! ». Voilà que l'histoire vient de se répéter avec le même mode opératoire ! En cette douloureuse circonstance l'URD présente ses sincères condoléances aux familles des disparus et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

L'URD condamne cette attaque inhumaine et barbare qui a presque anéanti tout le village en n'épargnant ni les femmes enceintes, ni les enfants, ni les greniers, ni les animaux, comme la dernière fois. Cette autre attaque, après celles de Sokolo, d'Alatona, de Diéma, d'Ansongo, de Labezzanga, etc. toutes perpétrées ces dernières semaines avec son cortège de victimes civiles et militaires, prouve à suffisance l'échec patent du processus de sécurisation de nos villes et campagnes et de protection des populations civiles. Trop c'est trop ! Notre pays ne doit et ne peut plus continuer à vivre avec ces différentes scènes horribles et inacceptables.

Finalement aucune vision et aucun plan de pacification des régions du centre ne sont perceptibles au sommet de l'Etat, surtout en cette veille des élections législatives. C'est pourquoi, face à la dégradation alarmante de la situation sécuritaire du pays, l'URD interpelle fortement Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta sur l'incompétence, les manquements et les négligences de son régime ayant entraîné de tels drames.

L'URD souhaite qu'une enquête internationale soit conduite à terme afin que les auteurs, coauteurs et les éventuels complices de ce drame inacceptable soient punis conformément à la loi.

C'est pourquoi, l'URD invite la communauté internationale à étendre ef-

Transport : Une nouvelle compagnie aérienne nationale en mars 2020



Le Mali envisage toujours de lancer une compagnie aérienne avant la fin du mois de mars 2020. C'est ce qui ressort de l'entretien accordé à la presse locale par le directeur général, Oumar Mamadou Ba, de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) du Mali, en marge de la 26e session du conseil d'administration de l'ANAC.

« Nous avons en vue le lancement d'une compagnie aérienne dès le premier trimestre 2020, aux couleurs nationales, pour les dessertes domestiques, régionales, même intercontinentales plus tard », a confié Oumar Mamadou Ba. Le Dg de l'ANAC promet également « la conclusion d'accords de services aériens avec certains pays afin de booster le trafic ». Le 27 février 2019, le gouvernement avait arrêté un budget de 4 milliards F CFA pour le démarrage de cette nouvelle compagnie aérienne. S'agirait-il de Sky Mali ? Certaines coïncidences et le timing laissent à répondre par l'affirmative. En effet, depuis quelques mois, Sky Mali, transporteur en gestation, a lancé une campagne de recrutement de pilotes, hôtesses de l'air, techniciens d'avions, et commerciaux entre autres. La date limite ayant été fixée au 10 janvier 2020.

« Fondée grâce à des capitaux privés, la compagnie Sky Mali se positionne sur le créneau des vols domestiques pour desservir les capitales régionales du Mali : Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou. Elle ambitionne aussi de relier Bamako à plusieurs villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour répondre à la forte demande des voyageurs maliens et de la sous-région », clarifie-t-elle sur son site Internet.

Enregistrée à l'ANAC, elle a pour dirigeant El Baba Haïdara, un prospère homme d'affaires et ex-député de Tombouctou. Pour le lancement des opérations, elle prévoit d'exploiter un avion Boeing 737.

ficacement son assistance au centre du Mali et à déployer toutes les énergies nécessaires en collaboration avec les forces armées et de sécurité du Mali pour circonscire ces massacres. L'URD exprime toute sa solidarité et tout son soutien à l'endroit des déplacés, des populations du centre du pays qui ont subi de lourdes pertes en vies humaines ces derniers temps et qui restent malheureusement sous la menace d'autres attaques.

Bamako, le 16 février 2020

Le secrétaire à la communication

Maitre Demba Traoré

Officier de l'Ordre National

Échec des négociations entre le gouvernement et les syndicats de l'éducation : Les écoles publiques fermées pour 20 jours à compter d'hier lundi



Débutées le vendredi dernier, les négociations entre le gouvernement et les syndicats de l'éducation se sont soldées, hier, par un échec. A cet effet, le mot d'ordre de 20 jours de grève des syndicats signataires du protocole d'accord du 15 octobre 2016 est maintenu. Rappelons que cette négociation portait sur l'application de l'article 39 du statut des enseignants qui stipule que : « Toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du Statut général s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et Spéciale ». Selon une source bien introduite, tout au long des travaux, la partie gouvernementale a mis l'accent sur la situation sécuritaire et financière du pays, le nombre pléthorique des enseignants, tout en insistant sur la non soutenabilité budgétaire de la demande des syndicats. « Elle a maintenu sa proposition faite lors des travaux tenus en novembre 2019, c'est-à-dire l'octroi d'un indice plafond de 1100 en 2020 et de 1200 en 2021. Ce qui fait une augmentation de 3,77% », nous précise cette source. Et d'ajouter, « à toutes ces propositions, les syndicats ont opposé des arguments contraires : on ne négocie pas une loi, les questions sécuritaires, financières et l'effectif des enseignants ne pourront être des arguments en faveur de la non application d'une loi ».

Un des leaders syndicaux se dit étonné du double langage du gouvernement qui dans ses communications se dit prêt à l'application de l'article 39 et lors des négociations il propose autre chose. Le gouvernement se dit prêt à appliquer l'article 39 en nous proposant 3,77% en lieu et place des 20% qu'on a refusé », déplore-t-il.

« Le gouvernement tient un double langage »

Au regard du désaccord sur le seul point de revendication, les huit syndicats signataires du protocole d'accord du 15 octobre 2016 observeront

Guinée Equatoriale : Un diplomate malien arrêté à Malabo



Vendredi après-midi, un groupe d'agents en costume noir et cravate rouge du corps présidentiel de sécurité est entré par effraction dans la maison d'Abdoulaye à Malabo, sur ordre verbal du ministre de la Sécurité nationale, Nicolas Obama Nchama.

Les raisons de son arrestation sont inconnues, mais les autorités estiment que l'ancienne directive Getesa dirigée par Constantino Obiang Mba Angue, mieux connue sous le nom d'Etha, aurait financé une partie de l'opération visant à renverser le dictateur et à empêcher la montée au pouvoir de Teodoro Nguema Obiang Mangue, détesté par la plupart des barons du PDGE. En plus de représenter la colonie malienne en Guinée équatoriale, Niangadou Abdoulaye est un marchand et bras droit de l'ancien directeur général de Getesa, Constantine Obiang Mba Angue, l'un des jeunes les plus riches de Guinée équatoriale, une fortune qu'il aurait amassée lorsque son oncle Teodoro Obiang Nguema lui a cédé la direction du principal opérateur national de télécommunications.

Les deux collaborateurs ont été impliqués dans une enquête menée par le juge d'instruction n° 1 de Malabo, Inocencio Membila. Le juge les a enquêtés pour avoir conçu une structure de financement opaque à Getesa. Cette structure liée à la compagnie de téléphone solde de carte de vente illégale Orange / GETESA, a permis au détenu Abdoulaye d'amasser une fortune considérable. Lorsque NIANGADOU Abdoulaye a été arrêté à Malabo, son partenaire, Constantine Obiang Mba Angue, n'était pas en Guinée équatoriale. Il devrait retourner à Malabo dans les prochaines heures pour être interrogé une deuxième fois.

une grève de 20 jours à partir d'aujourd'hui jusqu'au vendredi 13 mars sur toute l'étendue du territoire national.

Pour la réussite de cette lutte syndicale, le directoire de la synergie invite les militants à la résistance, à la sérénité, à la mobilisation et à la détermination.

■ **Abdoul DEMBELE**



Pour un Etat islamique au Mali : Le prêcheur Bandiougou DOUMBIA fait allégeance à l'EIGS

«Bandiougou est devenu fou », «Bandiougou a péché les plombs », «Bandiougou doit prendre quelque chose», etc. Hier lundi, les maliens ont tout oublié pour ne parler que de ça : les déclarations d'un prêcheur qui a choisi en toute connaissance de cause de faire allégeance à Iyad AG GALLY. Telle est notre hypothèse.

Il s'agit de la sortie du célèbre prêcheur originaire de Dravela, Commune III du District de Bamako, le samedi dernier au cours d'un meeting à Tabacoro. Tout de blanc vêtu, turban noir vissé sur la tête et enroulé sur la poitrine, c'est debout que l'encore jeune marabout vociférait ses invectives devant un public totalement acquis à sa cause. Des «Allaahou akbar » ponctuait les passages forts. «Bandiougou » faisait réagir ses adeptes qui buvaient ses paroles. Un internaute réagira plus tard : «Bandiougou a dit haut et fort ce que beaucoup pensent tout bas parmi nous». Propos à ne pas négliger.

Et qu'a dit Bandiougou ? Dans le passage de son intervention qui a attiré l'attention (la transcription complète est disponible plus bas), le marabout prêcheur a parlé de beaucoup de choses. Pour commencer, il s'adresse à une personne non identifiée : « Président, je vous demande d'écrire quatre lettres. Une adressée à « Bouyé » (Le Chérif de Nioro), une à Cherif Ousmane Madani HAÏDARA et tu me donne les deux autres pour les acheminer à leurs destinataires. Je vais faire parvenir une à (Amadou) Koufa, comme lui on le prend au sérieux (on le craint), et l'autre à Iyad (AG GALLY) pour leur dire que nous sommes avec eux.

Adhérer les yeux ouverts et sans la peur du danger à une cause

Bandiougou DOUMBIA vient de faire allégeance à Daech à travers sa branche locale à l'Etat islamique au grand Sahara - EIGS. C'est un événement historique, le premier du genre. Car, c'est notre hypothèse, le prêcheur n'est ni fou et ni sous l'effet d'une drogue. Il a tout sim-

plement adhéré à une cause et il tenait à le faire savoir. Et il est prêt au martyr au nom de son allégeance à Iyad AG GALLY. Il est prêt à affronter les crachats (il en a reçu une tonne depuis deux jours), la prison (il est déferé depuis hier matin) et même la mort.

La mort, il est prêt à en donner aussi aux « Kaafiri » (non-croyants). En effet, «Bandiougou » a montré à son auditoire comment fabriquer un cocktail Molotov (bombe artisanale) pour tuer (une bouteille, du sable, une mèche de l'essence). « Stockez du carburant sous la main », leur instruit-il. Et il promet : «Celui d'entre vous qui tuera ainsi aura tué un Kaafiri ». Ce qui revient à dire que cela ne serait pas un crime, pas un péché et que, au contraire, Allah le récompensera pour ce geste. Au passage, on peut peut-être considérer que Bandiougou DOUMBIA est désormais à la tête d'une petite unité combattante qui se structure. Et pour justifier son allégeance à l'EI (Etat islamique), et en même temps renforcer la foi de ses disciples, le prêcheur évoque un voyage à Mopti, le centre de gravité du jihad et du terrorisme au centre du Mali. Et il raconte une histoire vécue. Le bœuf d'un citoyen ordinaire aurait été volé. Le voleur avoue et son père s'engage à indemniser la victime. Qui fait six mois de va et vient chez les autorités en vain. On lui conseille alors d'aller voir Koufa. Il y va le vendredi et le dimanche il rentre dans ses droits.

« Entre IBK et Koufa, qui choisir ? Les islamistes garantissent la justice, pas l'Etat laïque »

Bandiougou DOUMBIA s'adresse alors à son



monde à la fin du récit édifiant : « Donc, si tu me demande de choisir entre Koufa et le gouvernement de IBK, lequel des deux vais-je choisir ? ». On devine les cris de la foule. Le prêcheur passe alors à une attaque en règle sans concession aucune contre IBK, ses enfants et à sa femme. Les propos sont si hors limites qu'il serait inconvenant de les reprendre.

Les propos sont délibérément outranciers. Ceci a pour but, selon la suite logique de notre hypothèse, de fermer toute porte à l'intercession. En effet, qui pourrait aller voir IBK et lui demander de pardonner ? Quel est le parti politique, le groupement politique ou l'entité de la société civile qui pourrait sortir manifester aux cris de : «Libérez Bandiougou » après une telle sortie ? C'est en toute lucidité que le prêcheur a agit. Il veut jouer aux martyres. Qui sait, peut-être qu'il est convaincu que, sous peu, le Mali va passer inéluctablement sous la coupe des jihadistes ? Qu'en visionnaire éclairé, il prend de l'avance en choisissant le bon camp ? Il est évident que, désormais, il est dans les bons papiers de «Iyad » et des autres. Va-t-il ouvrir la porte des allégeances à d'autres ? That's the question.

■ Amadou TALL

Education : Le torchon brule !

Suite à l'échec des négociations entre la partie gouvernementale et les syndicats signataires du 15 octobre 2016 de l'Education, les Enseignants ont décidé d'observer une grève de 20 jours, à compter du lundi 17 février 2020. Face à ce désaccord qui paralyse l'école malienne, certains membres de l'AEEM ont décidé de prendre le taureau par les cornes en faisant sortir les établissements privés.



Les travaux de conciliation se sont tenus dans la salle de conférence du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, les 12, 14, 15 et 16 février 2020, afin de trouver une solution définitive à la crise scolaire que vit notre pays.

A l'issue des travaux de la commission de conciliation, la partie gouvernementale a attiré l'attention de la conciliation et des syndicats de l'Education signataires du 15 octobre 2016 sur le fait que l'application de l'article 39 du statut de l'enseignant, tel que souhaité, engendrerait une incidence financière de plus de 58 milliards de FCFA. A ce jour, cette incidence financière demeure insupportable par les finances de l'Etat à cause de plusieurs difficultés auxquelles le Mali est confronté parmi lesquelles un accent particulier a été mis sur la situation sécuritaire et financière. Pour autant, la partie gouvernementale a proposé de porter la grille des enseignants, en ce qui concerne la catégorie A, ainsi qu'il suit : l'indice plafond 1100 pour compter du 1er janvier 2020 et l'indice plafond 1200 pour compter du 1er Janvier 2021.

La partie syndicale a rejeté cette proposition. Les syndicats signataires du 15 octobre demandent au gouvernement de s'investir plutôt pour l'application de l'article 39 et que les deux parties conviennent des modalités de son exé-

cution après discussions. La partie gouvernementale a estimé qu'à cause de la situation sécuritaire et financière, toute autre augmentation au-delà de la proposition de 1100 en 2020 et de 1200 en 2021 serait insoutenable et aura, sans doute, des effets collatéraux très dangereux pour le pays.

Au regard du désaccord sur le point de revendication, les syndicats signataires du 15 octobre ont décidé de maintenir leur mot d'ordre de grève de 480 heures soit 20 jours.

Cette grève de 480 heures qui a débuté hier a été visiblement suivie par tous les ensei-

gnants. L'entrée en danse des membres de l'AEEM compliquerait la résolution de l'équation. Notre équipe de rédaction a fait un tour dans plusieurs écoles de Bamako pour s'enquérir de l'effectivité de cette grève. Le constat est très triste. En dépit de la fermeture des écoles publiques, les membres de l'organisation faitière des élèves ont également haussé le ton en faisant sortir les élèves des établissements privés. A Bamako, les élèves sont dehors.

Le fossé s'agrandit entre les deux parties et le recul est perceptible. La remontée de la pente n'est plus évidente cela à cause de la persistance de la dissension entre les deux parties. Pour rappel le gouvernement du Mali a accordé une augmentation de 20% de salaire aux fonctionnaires régis par le statut général. Les enseignants ayant leur statut particulier ont été tout simplement mis à la touche. Tandis que l'article 39 de la loi N° 2018-007 du 16 janvier 2018, portant statut du personnel enseignant stipule que toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du statut général des fonctionnaires s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'enseignement fondamental, secondaire, de l'éducation scolaire et spéciale est clair.

Au regard du rythme des échecs entre les deux camps, on s'acheminerait forcément vers une nouvelle année escamotée voire une année blanche dans le pire des cas. A quand la fin cette crise scolaire ? En attendant d'avoir une réponse juste à cette interrogation, élèves et parents vivent dans l'angoisse.

■ **Ibrahim Sanogo**

Les élèves de Bamako ont pris d'assaut la devanture de l'office de radiotélévision du Mali (ORTM) pour réclamer la reprise des cours. L'objectif de ce rassemblement était de demander à l'ORTM de relayer leur message en souffrance afin de décrier l'atmosphère. Même les enfants sont conscients du danger qui guette notre pays surtout en cette période de crise multidimensionnelle. On les attendait dire « on veut étudier », « Le gouvernement doit résoudre ce problème ». En plus de l'ORTM, les élèves étaient présents sur toutes les artères

de la capitale. Cette sortie spontanée des élèves est la résultante de l'échec des négociations entre le gouvernement et les syndicats de l'éducation. Cette situation en appelle à la conscience collective. Décidément, la crise scolaire a atteint son paroxysme. Aucun effort n'est de trop pour l'éducation d'un pays. Depuis quelques années, l'école malienne peine à se stabiliser. Cette année, nous assistons à des grèves itératives des enseignants. Cette invite des enfants montre à suffisance la dégradation de notre système éducatif.

Pour « licenciement abusif » : Semos et Lta-Mali condamnées à payer 5 082 676 563 FCFA à 259 ex-employés

Semos et Lta-Mali condamnées à payer 5 082 676 563 FCFA à 259 ex-employés. La Société des Mines de Sadiola (Semos-sa) et la Société Lta Mali-sa se trouvent aujourd'hui dans une zone de turbulence, suite à une affaire de rupture abusive des contrats de 259 Agents, courant 2018. Devant le tribunal du Travail et la Cour d'Appel de Kayes, les deux sociétés ont été condamnées à leur payer la somme de 5 082 676 563 FCFA. Selon nos sources, la Semos-sa envisage de faire appel devant la Cour Suprême de Bamako afin de demander le pourvoi en cassation de ces décisions.

L'affaire opposant la Société des mines de Sadiola (Semos) et la Société Moolmans Avengsa devenue la Société LTA Mali-sa à Ousmane Berthé et 258 autres personnes continue de défrayer la chronique dans les milieux judiciaires de Kayes. Tout est parti du licenciement de 259 agents pour motif "économique" par les deux sociétés. Voilà pourquoi l'affaire s'est retrouvée devant la justice, plus précisément au Tribunal de Kayes.

En fait, la Société des mines de Sadiola (Semos-sa), une société d'exploitation d'or, pour les besoins de ses activités, avait obligatoirement besoin des minerais extraits du sous-sol. C'est pourquoi elle a signé un contrat avec la Société LTA Mali-sa, le 1er juin 2014, portant fourniture des minerais. Et pour certains motifs dont nous ignorons les raisons, ledit contrat a fait l'objet de plusieurs modifications entre les parties, selon nos sources. En tant que prestataire indépendant de services, la Société LTA Mali-sa avait en charge l'extraction et la fourniture de minerais à la Semos-sa. Et dans le cadre de l'exécution de ce contrat le liant à la Semos-sa, la Société LTA Mali-sa a procédé au recrutement du personnel par des contrats de travail à durée indéterminée. C'est dans ces conditions que les 259 agents ont été d'ailleurs recrutés.

Le hic est que par correspondance en date du 1er décembre 2017, la Direction de la Société



des mines de Sadiola a notifié à la Société LTA-Mali-sa la fin du contrat d'extraction de minerais pour le 31 mars 2018. Comme il fallait s'y attendre, par la même occasion et dans le souci d'une démobilisation rapide de l'équipement, de l'infrastructure et du personnel de la Société LTA Mali-sa sur son site, la Semos-sa, à la demande de son cocontractant, avait joint à sa correspondance de notification de fin de contrat un document de renseignement général sur la démobilisation. Du coup, la Société LTA Mali-sa a finalement procédé au licenciement de ses employés pour motif "économique" puisque le contrat d'extraction et de fourniture des minerais avait pris fin.

Cette situation a suscité beaucoup de bruit entre les deux sociétés et les ex-employés, lesquels, du coup, ont assigné devant le tribunal du Travail de Kayes la Semos-sa et LTA Mali-sa en réclamation de droits et de dommages-intérêts, notamment en sollicitant "la condamnation solidaire des deux Sociétés à la faramineuse somme de 5 140 977 690 FCFA pour toutes causes confondues".

Le Tribunal a rendu son verdict par jugement N°004 du 14 janvier 2019 en condamnant les sociétés Semos-sa et LTA Mali-sa à leur payer la somme de 5 082 676 563 de FCFA au titre des retenues de six jours de salaire de février 2018, des indemnités de retraite et les pé-

riodes de préavis. Et le tribunal a également ordonné le paiement à chacun des ex-employés de 24 mois de leur salaire au titre des dommages et intérêts.

Par acte N°001/GK du 22 janvier 2019, la Société des mines de Sadiola (Semos-sa) a fait appel contre cette décision devant la Cour d'Appel de Kayes. Là aussi, la Chambre sociale de cette Cour a confirmé le jugement de première instance. En d'autres termes, la Semos-sa a été tout simplement déboutée. Comme dernier recours, la Cour Suprême de Bamako. Selon nos sources, la Semos-sa envisage de saisir cette juridiction pour demander le pourvoi en cassation.

Entre temps, le Collectif des ex-employés est en train de mettre tous les moyens de son côté pour l'exécution de cette décision de la Cour d'Appel de Kayes. Il nous revient d'ailleurs qu'ils sont prêts à saisir tous les comptes bancaires des deux sociétés.

En tout cas, la Semos-sa a pourtant soulevé l'incompétence du Tribunal de Kayes à connaître de ce contentieux, eu égard aux dispositions de l'article 81 du code de procédure civile, commerciale et sociale et de l'article L.281 du code du Travail.

■ **Semos et Lta-Mali**
El Hadj A.B. HAIDARA

Ogossagou : Ne plus accepter l'inacceptable

Au lendemain de l'attaque qui a entraîné plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés, samedi 15 février, le gouverneur de la Région de Mopti, Abdoulaye Cissé, s'est rendu dans le village d'Ogossagou dans le cercle de Bankass pour réconforter ses habitants. La MINUSMA y était représentée par la Cheffe de son Bureau régional, Fatou Dieng Thiam.



« Nous continuerons d'œuvrer pour apporter la sécurité dans l'ensemble de la région de Mopti », a déclaré

Abdoulaye Cissé après s'être rendu compte de l'ampleur des dommages causés par ces violences perpétrées contre les civils de ce village, qui a connu une attaque similaire il y a moins d'un an, en mars 2019.

Fatou Dieng Thiam et ses collaborateurs de la Division des droits de l'homme et de la protection, de la Police des Nations Unies/UNPOL, du Bureau de la Communication stratégique et de l'Information publique, et du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) étaient aussi à Ogossagou. Cette équipe de l'ONU est venue échanger avec les populations et rassembler des éléments de preuve nécessaires, pouvant leur permettre de mieux contribuer à la protection des civils dans le centre du pays et ce, conformément à la résolution 2480 (2019) du Conseil de sécurité qui les mandate.

Le Maire de la commune de Bankass confirme avec regret la mort de plusieurs personnes, dont une fillette et une femme âgée. Les Casques bleus des Nations Unies ont adminis-

tré les soins d'urgence aux blessés avant de procéder à leur évacuation vers Sévaré.

« Choqué et outré par cette attaque », s'est indigné le Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, dans un communiqué de presse publié quelques heures après le drame. Il indique que « son organisation se tient prête à soutenir le Gouvernement malien pour les besoins de l'enquête et pour toute action susceptible d'apaiser la situation ».



Après s'être incliné devant la fosse commune où reposent les corps des victimes, le procureur général de la Cour d'appel de Mopti, Adama Fomba, qui était aussi à Ogossagou, s'est dit consterné et très préoccupé par le drame qui venait de se dérouler dans ce village. « Ce sont des faits très graves, » a-t-il martelé avant de conclure : « l'obligation doit être la recherche des auteurs, y compris les auteurs intellectuels de ces infractions graves ».

Cette seconde attaque contre Ogossagou vient, à nouveau, créer une atmosphère de peur et traumatise les enfants, mais aussi les femmes qui passent jours et nuits en plein air. Des familles entières ont perdu maisons et biens, y compris les provisions qui s'y trouvaient et, « même le sel manque, » a indiqué un des habitants du village qui imagine déjà le pire pour les jours à venir. « Les conditions adverses de sécurité nous empêchent de circuler librement », a-t-il renchérit.

Le chef d'état-major de l'armée de terre et commandant du théâtre pour le Centre, Kéba Sangaré, qualifie « d'hécatombe » ce qui vient de se passer dans ce village d'Ogossagou et « nous ne souhaiterions plus voir de tels actes de violence sur tous les théâtres des opérations du Mali ». Il assure qu'un détachement FAMa vient d'être déployé sur place et souhaite que ce dernier soit renforcé par les Casques bleus des Nations Unies. Avant de quitter le village d'Ogossagou en fin d'après-midi, le gouverneur Abdoulaye Cissé a lancé un appel au calme aux populations et les assure que les autorités tant politiques que militaires vont intensifier leurs efforts visant à assurer, dans toute la région, la protection des populations et de leurs biens.

Arrivée des premières unités de l'Armée reconstituée à Kidal : L'appui déterminant de la MINUSMA

Les premiers éléments de l'Armée reconstituée à destination de Kidal sont entrés dans la ville jeudi 13 février dans l'après-midi. Les soldats qui constituent ces unités sont issus des parties signataires de l'Accord de paix. En amont de ce déploiement, la MINUSMA a apporté un appui multiforme.

C'est un travail de coordination qui a été fait par la Force de la MINUSMA. Alors que les soldats quittaient Gao lundi dans l'après-midi, accompagnés par les Casques bleus bangladais, un détachement de Casques bleus guinéens et népalais quittait Kidal pour Anéfis, à une centaine de kilomètres. La mission des soldats de la paix parti de Kidal était d'ouvrir la voie au convoi de l'armée reconstituée. Un important travail de coordination destiné à ce que tout se passe au mieux.

Avant l'entrée du bataillon dans la ville de Kidal, la MINUSMA a pris toutes les dispositions conformément à son Mandat pour appuyer ce déploiement. Le camp Général Abdoulaye Soumaré dans lequel sont accueillis les soldats a été entièrement rénové par la MINUSMA. Samba Tall, Directeur de la section Réforme du Secteur de la Sécurité et Désarmement, démobilisation et réinsertion (RSS/DDR) y a récemment effectué une visite pour s'assurer que toutes les conditions logistiques et sécuritaires étaient réunies avant l'arrivée du premier bataillon.

Venu accueillir le bataillon de l'armée recons-



tituée à l'entrée du camp, le Gouverneur de la région de Kidal, Sidi Mohamed Ichrach, n'a pas caché son enthousiasme de voir l'armée revenir dans sa ville. Pour lui, ce retour des soldats est une reconnaissance et l'aboutissement de

nombreux efforts. Il a aussi félicité tous les acteurs impliqués « MINUSMA, Gouvernement, Groupes signataires » grâce auxquels le retour a été possible sans aucun incident. Sidi Mohamed Ichrach a aussi déclaré qu'il faut « multiplier les efforts pour que ce retour soit définitif, au profit de toutes les populations du Mali ».

Le chef du Bureau régional de la MINUSMA par intérim, Djibril Ndime, a lui aussi souligné les efforts fournis par toutes les parties pour arriver à ce résultat. Pour M. Ndime : « chacun a respecté ses engagements et cela augure d'un futur meilleur ». Il espère que les phases à venir seront plus faciles. « La MINUSMA continue à appuyer la mise en œuvre du processus de paix au Mali, conformément à son engagement, » a conclu Djibril Ndime.

■ Idrissa Keïta



Fouille de grande envergure dans l'espace universitaire de Badalabougou : Le CENOU désormais engagé « à mettre fin à la circulation et à l'utilisation des armes dans l'espace universitaire »



Le 12 février dernier, aux environs de 9 heures, le Centre National des Œuvres Universitaires et les unités de la Police nationale, conduites par le Commissariat du 4^e Arrondissement, ont procédé à une fouille de grande envergure dans l'espace universitaire de Badalabougou. Cette opération, qui a permis de saisir d'importantes quantités d'armes, entre dans le cadre d'un engagement du CENOU « à mettre fin à la circulation et à l'utilisation des armes dans l'espace universitaire ».

Le Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU), conformément aux instructions de son Conseil d'Administration, a désormais décidé de prendre en main la lutte contre l'insé-

curité dans les campus universitaires. L'objectif général est de mettre fin à la circulation et à l'utilisation des armes dans l'espace universitaire. C'est dans ce cadre que le CENOU a sollicité le 4^e Arrondissement de Bamako afin de mener cette opération, le mercredi 12 février, aux environs de 9 heures.

Les limiers ont procédé à une fouille de grande envergure au sein de l'espace universitaire de Badalabougou. Ils ont d'abord bouclé l'espace universitaire, ont ensuite procédé à une fouille minutieuse de l'espace, y compris les résidences universitaires, afin de détecter des caches d'armes éventuelles ; d'interpeller toute personne en possession d'armes ou de stupéfiants sur ledit espace et rechercher dans

les dortoirs tout objet ayant un impact négatif sur la vie des étudiants.

Cette incursion a permis de saisir des armes de diverses natures et autres objets interdits sur l'espace universitaire. Ils se composent de 3 Pistolets Automatiques (PA) de fabrication artisanale, 4 munitions de Pistolet mitrailleur PM (munitions de guerre), 4 munitions de PKM (munitions de guerre), 8 machettes, 2 tenues militaires ; des bérets pour militaires, des bâtons de défense, des couteaux, 5 bâtons en fer ; un gourdin, 2 marteaux, 2 lance-pierres, 6 chaînes (Nunchaku).

Au cours de la même opération, 22 cartes bancaires ont été retrouvées dans une chambre occupée par les membres du comité AEEM de la FLSL ; 3 cartes CENOU et 4 cartes d'étudiants de l'ULSHB, des faux billets en coupure de 10.000F CFA.

Les policiers ont interpellé 8 personnes, dont certaines détenaient des machettes et d'autres fumaient du cannabis dans l'enceinte de l'espace. En tout cas, le CENOU, sous la conduite de son Directeur général, le Colonel-major Ousmane Dembélé, est plus que jamais engagé à lutter avec la dernière rigueur contre la circulation des armes et certains objets interdits dans l'espace universitaire.

Pour cela, il entend pérenniser des actions de descente de la police, approfondir les enquêtes sur les armes retrouvées afin de démasquer les propriétaires et les mettre à la disposition de la justice, informer les parents desdits étudiants ; exclure les étudiants violents du système universitaire, mettre en place des postes permanents dans les trois entrées principales de l'espace.

■ YC

Police Nationale : Le DGPN Ag Infahi annonce l'ouverture de 13 nouveaux commissariats !

Le Directeur Général de la police Nationale du Mali, l'Inspecteur Général Moussa AG Infahi, désapprouve les revendications des syndicats et dit ne pas voir de raison valable à la tenue d'un sit-in. C'était le mercredi 12 février, devant les hommes de média à la Direction Générale de la Police Nationale. Au cours de cette conférence il a fait le point sur le bilan de l'exercice 2019 de la Police et livré les perspectives pour 2020.

Le premier point évoqué par le DG de la Police Nationale est relatif à la sécurité des personnes et de leurs biens. A ce sujet, il dira que ses hommes ont joué pleinement leur rôle dans la lutte contre l'insécurité au Mali courant 2019, cela dans les domaines relevant de leur compétence.

Selon lui, en 2019, la police nationale a mené 35 123 patrouilles sur l'ensemble du territoire national dont 18 558 pour le District de Bamako. Toute chose, signale le DGPN, qui a permis d'interpeller 32 653 personnes, parmi lesquelles, 15 772 ont été transférées auprès des tribunaux. Ensuite, il a mentionné la saisie de 10 662 engins à deux roues et 784 autres à quatre roues.

Dans la même dynamique, il a souligné que les services de la police ont recensé 13 628 cas d'accidents à Bamako contre 4 324 dans les régions. « Elles ont recensé 10 774 blessés dont 3 180 dans le district de Bamako » a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « ces blessures sont accompagnées des dégâts de matériels assez importants ».

Pour le DG Ag Infahi, en ce qui concerne l'établissement des documents, seul dans le district de Bamako la police a établi 220 160 cartes d'identité nationale, soit 194 060 cartes dans les régions, ce qui a permis de générer une recette d'environ 404 millions 220 mille FCFA. Pour les différentes infractions de simple police, appelées aussi les contraventions, dit-il, la police a perçu 77 millions 727 mille FCFA d'amende.

Au niveau de la police des frontières, il dira que la police a pu réaliser 120 739 passeports établis dont 7023 pour le Hadj 2019. Toujours



au niveau de la police des frontières, note le DG Ag Infahi, le montant des Visas délivré s'élève à la somme de 113 868 FCFA. « La police de l'air de Bamako Sénou a encaissé 19 millions 668 mille FCFA » a-t-il déclaré.

Dans le domaine de la police judiciaire, le Directeur Général de la Police a fait savoir que la police a saisi 1 233,402 kilos de cannabis, 273 doses d'off, 364 doses de crack et d'autres produits pharmaceutiques estimés à environ 809 kilos. Dans la même lancée, il ajoutera que ses hommes ont pu saisir 203 armes toutes catégories confondues avec munitions. En parlant des perspectives, le DG de la Police Nationale a annoncé qu'en plus des 3 Commissariats inaugurés en 2019, 13 autres vont être fonctionnels cette année et que 13 autres nouveaux Commissariats seront en chantier.

Par rapport aux revendications des syndicats, le DG n'a pas fait de cadeau aux syndicats, il

dit être surpris de revoir certains points de revendications revenir, pourtant ayant fait l'objet de traitement. « Nous sommes étonnés que certains points reviennent » a-t-il déclaré, notamment la situation des déserteurs de la police, et les policiers radiés depuis 2012.

Sans langue de bois, le DG Ag Infahi a martelé ne pas du tout être d'accord avec le fait de dire que les policiers n'ont pas de primes. « Dire que les éléments de la BAC et de la BSI n'ont pas de primes n'est pas vrai. Par contre, je peux comprendre qu'on dise que ces primes sont insuffisantes » a-t-il précisé.

Avant de terminer, il a soutenu qu'il ne voit pas ce qui peut justifier un sit-in devant le ministère de la Sécurité, et a invité les syndicats à la table des négociations.

■ Par Jean Joseph Konaté

Mise en œuvre du Projet EJOM : Démarrage des formations des 2 659 bénéficiaires du contingent 2020



Ces formations ont démarré ce lundi 17 février dans l'ensemble de la zone d'intervention du Projet l'Emploi des Jeunes crée des Opportunités, ici au Mali financé par l'Union Européenne. Il s'agit des Régions de Kayes, Koulikoro, Gao et du district de Bamako.

Le Directeur Général Adjoint de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) a visité ce lundi matin le pôle de formation de la coordination régionale de la Rive droite de Bamako au compte du contingent 2020. M. José Pierre Felix Coulibaly était accompagné pour la circonstance du Coordinateur du Projet, du Chef de Projet pour le District de Bamako et du Coordinateur Régional de l'APEJ pour la Rive droite du district de Bamako.

Une soixantaine de jeunes suivent la formation de base étalée sur une décade au Lycée Bondy Bakaye-de-Maman de Kalabancoro avant la formation technique qui se déroulera dans les ateliers et centres de formation professionnelle durant 5 jours.

La formation de base comprend des modules en compétences de vie, une initiation en entrepreneuriat, la création et la gestion d'entreprise. Ils sont en tout 2 659 à avoir été sélectionnés parmi quelques 43 000 postu-

lants. Les jeunes ont tous opté pour l'un des secteurs d'intervention du Projet à savoir l'agroalimentaire (238), l'artisanat utilitaire (216), la gestion des déchets (313) et l'horticulture (1 892). La zone de couverture du Projet comprend les Régions de Kayes, Koulikoro, Gao et le District de Bamako.

Au cours de ses échanges avec les apprenants, le Directeur Général Adjoint a, au nom du Directeur Général, invité les uns et les autres à l'assiduité et à la bonne conduite afin de permettre au projet de réaliser ses objectifs.

A leur tour, les bénéficiaires de la formation ont posé quelques questions d'ordre pratique qui ont été promptement prises en charge par l'Equipe du Projet et l'Equipe de la Coordination Régionale de la rive droite.

Dans les quatre salles de formation de Bamako comme dans les pôles de formation des régions couvertes, les équipes des agences de mise en œuvre du consortium effectueront des passages afin d'enregistrer les filières techniques.

Plus tard, les jeunes auront l'opportunité et l'option d'élaborer leurs plans d'affaires suivant un formulaire simplifié afin de prétendre aux financements complémentaires en plus du kit de démarrage de 300 000 FCFA. Ces fi-

nancements complémentaires vont de 500 000 à 11 000 000 FCFA selon les cas.

Lancé en septembre 2017 ce projet a comme objectifs de contribuer au développement des opportunités économiques et à la stabilité sociale dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Gao et le District de Bamako à travers l'horticulture, la gestion de déchets, l'agro-alimentaire et l'artisanat utilitaire.

Le coût total du projet est de 20 935 041 euros soit 13 milliards de FCFA financés par l'Union Européenne pour 20 000 000 euros, la SNV pour 527 934 euros et mon département à travers l'APEJ pour 407 107 euros. Sa mise en œuvre est confiée au consortium d'agences composé de la SNV (lead), d'ICCO, de WASTE, (toutes des agences néerlandaises) et de l'APEJ.

Le projet touchera directement 8 620 bénéficiaires directs sur 4 ans. Chaque année environ 3 000 bénéficiaires sont formés aux modules de la gestion d'entreprise, des compétences de vie et des modules techniques en fonction du secteur choisi par le bénéficiaire. Ils recevront ensuite un kit de démarrage d'un montant de 300 000 FCFA.

■ CICOM APEJ 17 02 2020



Législatives 2020 : Tout est fin prêt selon le ministre Bah

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Bah, et celui de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du gouvernement ont tenu une conférence de presse, vendredi dernier, à Bamako. Elle avait pour objectif d'édifier l'opinion nationale et internationale sur la tenue des élections législatives en mars prochain.

Suite aux recommandations du dialogue national et inclusif, le gouvernement malien a convoqué le collège électoral, le 22 janvier dernier. Ce geste du gouvernement vise à respecter les conclusions du DNI dont le premier point porte sur l'organisation des élections législatives avant le 2 mai prochain. « **Toutes les dispositions sont prises pour la bonne tenue des élections législatives et il n'y aura pas de report** » ont déclaré les deux ministres. La date de clôture des dépôts de candidatures était le 13 février dernier. Selon Adama Cissouma, secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, les élections se feront avec

les circonscriptions électorales actuelles en conformité avec la loi de 2002. « **Elle définit la liste des circonscriptions électorales qui sont entre autres : les 49 cercles et les six Communes du district de Bamako** ».

Le secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a signalé également que les régions nouvellement créées à savoir Dioïla, San, Koutiala, Taoudénit, San et autres ne pourraient pas être prises en compte comme circonscriptions électorales pour ces élections. Ce qui veut dire qu'ils iront voter dans leurs anciennes circonscriptions électorales. Les conférenciers ont précisé qu'elles seront opérationnelles d'ici la fin

de cette année.

Pour la réussite de cet événement, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a précisé qu'il a entamé des rencontres avec la société civile, les parties signataires, les partenaires techniques et financiers. En outre, Boubacar Bah a signalé que tous les ministères concernés sont à pied d'œuvre. La révision des listes électorales a été déjà faite dont les résultats ont été également transmis à la Délégation générale aux élections (DGE). « **Le nombre des électeurs après la mise à jour du fichier électoral est de 7 663 464 répartis entre 22 145 bureaux de vote créés dans 12 465 centres** », a indiqué le général Siaka Sangaré, délégué général aux élections. « **La quasi-totalité des partis politiques ont présenté des listes** », a conclu Boubacar Bah, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. La rencontre a enregistré aussi la présence de certains ministres à savoir : Tiébilé Dramé, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramatoulaye Diallo, de la Culture, et enfin Sambou Wagué, de l'Energie et de l'Eau.

■ Ibrahim Sanogo

Mahamat Saleh Annadif au Café de la Paix : “Chacun doit faire une autocritique pour arriver à la réconciliation”

La 4^e édition du Café de la paix, un espace d'échange dédié à la paix et au vivre ensemble, a reçu, le samedi 15 février 2020, le Chef de la Minusma Mahamat Saleh Annadif au restaurant à La Gare de Bamako. Pendant 2 heures d'échange à bâtons rompus avec les étudiants de l'Institut Supérieur de Commerce (ISC), le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la Mission intégrée multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) a éclairé les lanternes des étudiants sur les missions de la Minusma, ses objectifs, ses acquis pour la paix au Mali et surtout le prix à payer par les Maliens afin de parvenir à une paix durable.

Les échanges se sont déroulés en présence du promoteur du Restaurant à La Gare, Biram Konaré, initiateur du Café de la paix. Selon lui, l'objectif est de contribuer au retour de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale et du vivre ensemble au Mali. Toutefois, il a rappelé que la réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à un partenariat signé avec le projet GIZ Donko ni Maaya.

A l'en croire, grâce à la GIZ, la Gare est en train aussi de mettre en place une bibliothèque numérique sur les questions de paix, de cohésion sociale et du vivre ensemble.

Le chef de la Minusma répondait aux questions de deux jeunes étudiants de l'ISC, Aminata Benda Ba et Ibrahim Baby Sacko.

Auparavant, les slameurs du Club Slam laboratoire avaient rappelé l'assistance sur l'importance de la paix et les méfaits de la guerre.

Interrogé sur l'opportunité de la présence très mitigée de la Minusma Mali, Mahamat Saleh Annadif a indiqué que la vraie paix ne peut venir

que des Maliens. « La Minusma n'est là que pour accompagner. Aujourd'hui, si vous voyez la France et l'Allemagne côte à côte, vous oubliez qu'elles ont fait la guerre. Parce qu'elles ont décidé de se réconcilier. Le jour où les Maliens diront stop à la guerre, on le fera. Les Nations Unies sont arrivées parce que les Maliens n'ont pas pu construire cette paix. Les étrangers sont venus parce qu'il y a eu un manque de consensus entre les Maliens sur la paix », a expliqué Annadif.

Toutefois, il regrette la situation d'insécurité dans laquelle vit aujourd'hui le Mali. « Le Mali ne mérite pas ce qu'il est en train de vivre. Je rêve d'un Mali d'avant 2012. Chacun doit se faire violence, chacun doit faire une autocritique pour arriver à la réconciliation. Je suis du Tchad et on s'est battu pendant trente ans. Aujourd'hui, je ne dirais pas que c'est parfait, mais on est quand même sorti un peu du noir. Il y a des exemples de paix en Afrique dont il faut s'ins-

pirer sans chercher à transporter », informe le Chef de la Minusma.

Sur le volet de la lutte contre le terrorisme, le Chef de la Minusma dira qu'il faut que les autorités maliennes et les Forces de défense travaillent à sortir les populations de leur peur. Car, selon lui, le combat de la lutte contre le terrorisme transnational se gagne avec la population à travers les renseignements. « Or, on a l'impression que ces populations sont prises en otage. Elles sont entre le marteau et l'enclume. Au centre aujourd'hui, un citoyen a même peur de venir causer avec toi, parce que quelqu'un viendra l'égorger après. Faisons en sorte que les populations n'aient pas peur, faisons en sorte qu'elles dénoncent. Tant que les terroristes ne seront pas rejetés et dénoncés par les populations, on ne pourra jamais les vaincre », estime le Chef de la Minusma.

■ Ibrahim Sanogo



Amadou Toumani Touré : « Je suis toujours disponible pour le Mali ! »



Soldat humanitaire, médiateur, homme politique... ATT fut et reste un homme d'Etat modèle. Aussi, Amadou Toumani Touré a toujours prouvé à l'opinion publique son amour pour le Mali. Aujourd'hui comme hier, il reste disponible pour sa nation. Une disponibilité qu'il a réaffirmée lors de l'inauguration, le vendredi 14 février dernier, de deux unités de soins intensifs à l'hôpital Mère-Enfant le Luxembourg. ATT répondait à une sollicitation de l'artiste-griot Bassékou Kouyaté qui a lancé un véritable cri du cœur à l'adresse des dirigeants maliens (anciens et actuels) pour qu'ils se donnent la main afin de sauver la nation en péril.

« Je suis un soldat. Et le soldat que je suis restera toujours au service du pays. C'est le métier des armes que j'ai choisi. Mais, le hasard de la vie a fait croiser le pouvoir mon chemin... », a lancé ATT au début de son intervention.

Avant de poursuivre : « Je donne ici l'assurance de ma disponibilité à œuvrer à la recherche de solution à tous les problèmes du Mali. Tous, on doit travailler à cela... ».

L'ancien chef de l'Etat, lors de la cérémonie de l'inauguration des nouvelles unités de soins de l'hôpital Mère-Enfant le Luxembourg, répondait ainsi à l'artiste de renommée internationale, Bassékou Kouyaté, guitariste et griot malien. Auparavant, dans une brève intervention, le Djéli

(griot) Bassékou, conformément à une tradition malienne s'était adressé à ATT en ces termes : « Amadou, ici et maintenant, je vous exhorte à vous impliquer pour trouver une solution à la crise que connaît notre pays. Au-delà de vous, j'invite tous les dirigeants de ce pays, ceux qui étaient avec les présidents Modibo Keita, Moussa Traoré, Alpha O Konaré, Dioncounda et ceux qui sont aujourd'hui avec IBK à se donner la main pour sauver le pays... ». Sous un tonnerre d'applaudissement, l'artiste venait de transmettre un message de haute portée pour le Mali et les Maliens.

La réponse d'ATT n'a point surpris l'assistance. Connu pour son attachement à la paix et son engagement constant à servir le pays, l'enfant de Mopti n'a point surpris l'assistance en renouvelant sa disponibilité pour le Mali. ATT a toujours incarné cet homme de paix aux yeux de l'opinion nationale.

Et depuis son retour définitif à Bamako, au terme d'un long séjour à Dakar, suite aux événements de mars 2012, il s'est immédiatement mis à l'écoute de différentes parties et/ou communautés des régions du Centre. Aussi, il a reçu les associations Peulh (Tabital Pulaaku) et Dogon (Gina Dogon). En retour, il s'est rendu aux sièges de ces deux associations, où il a eu des échanges fructueux.

Aujourd'hui comme hier, Amadou Toumani Touré reste fidèle à ses convictions sur des questions majeures dont le dialogue et la résolution pacifique des conflits. Aussi, l'histoire lui a donné raison.

Crise du nord : le dialogue d'abord !

Rappel historique : Quand le 23 mai 2006, des éléments incontrôlés ont attaqué la garnison de Kidal, réveillant le conflit du Nord-Mali, beaucoup de Maliens s'attendaient à ce que le président de la République lance aux troupes des bandits armés et des populations touarègues les forces armées maliennes. Mais ils ont vite été désorientés par l'appel du chef de l'Etat depuis Diéma (localité située dans la région de Kayes) où il était en visite. Un appel à la mesure et au discernement.

« C'est ici, à Diéma, dans le Kaarta, dans le Mali profond, que j'ai une pensée particulièrement douloureuse pour les événements que notre pays a connus malheureusement ce matin. Cela fait mal ! Certes, mais nous devons, une fois

encore, face à des épreuves, nous unir, renforcer notre solidarité, œuvrer pour l'unité et la cohésion nationales... Je demande à chaque Malienne, chaque Malien, d'abord de garder le calme. Je voudrais convier toutes les Maliennes et tous les Maliens à savoir faire la part des choses. Ceux qui ont attaqué des postes militaires à Kidal ne doivent pas être confondus avec nos autres compatriotes Tamasheq et proches qui vivent avec nous, nos difficultés, qui ont choisi le Mali, qui ont choisi la loyauté et qui ont les mêmes droits que nous. Ne les confondez pas avec ceux qui ont tiré à Kidal (...) Il faut les aider, les assister, les encourager. Que personne ne fasse cette confusion dans les camps militaires, dans les camps de la Garde nationale, dans les services de la douane et tous les autres services de l'Etat, administration publique comme privée. Ne faites pas un amalgame entre celui qui a tiré là-bas, sur un poste militaire, et l'autre Malien qui, ici, travaille et s'occupe de sa famille... Où que je me trouve en République du Mali, je suivrai la situation

avec responsabilité, mais aussi avec mesure... Au Mali, on n'a plus besoin de prendre des armes pour se faire entendre. La décentralisation est un statut particulier par lequel vos élus peuvent, par différentes voies, administratives et politiques, transmettre vos doléances, vos suggestions et critiques aux autorités... Ce n'est pas une tragédie... C'est une situation que nous allons gérer en toute responsabilité », avait déclaré ATT aussitôt après les événements de Kidal et Ménaka.

Éviter d'entraîner le Mali dans un engrenage ; tel fut, de bout en bout, le souci de Amadou Toumani Touré, un général d'armée rompu au métier de la guerre, donc qui connaît plus que quiconque les conséquences (sociales, militaires, économiques...) de la gestion d'un conflit déjà enclenché.

Dans cette crise, ATT gérait en fait non seulement le Nord du pays (théâtre des opérations), mais aussi le Sud. Dans ce dernier cas, face à une pression sans cesse croissante, il lui fallait canaliser les ardeurs des va-t-en guerre, qui se

trouvaient dans toutes les sphères, y compris dans son entourage et dans l'armée. Mais le chef de l'Eta a privilégié le dialogue, tout en continuant à sensibiliser ses concitoyens...

La méthode ATT (sociale et diplomatique) a été renforcée, tout au long du processus, par les initiatives traditionnelles entreprises par les notabilités locales, les chefs de fractions et de tribus et les associations de chez nous, et la Ligue populaire et sociale des tribus du Grand Sahara. Objectif commun : donner la chance à la paix, par le dialogue, la médiation. Ces efforts du chef de l'Etat Amadou Toumani Touré se sont avérés payants avec le temps. Car, à l'intérieur, il a su éviter un embrasement de la situation ; et, à l'extérieur, Bahanga, l'instigateur principal de la crise a été isolé. Comme quoi, l'histoire a donné raison à ATT qui a éteint le feu. Sans faire la guerre, véritablement.

■ **Mohamad Sylla**

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Polémique autour du dialogue Avec Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa : IBK tranche en faveur de Dioncounda et jette l'opprobre sur Tiébilé Dramé

Décidément, la cacophonie au sommet de l'Etat continue à propos du dialogue entre le gouvernement et les djihadistes Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa, tous deux maliens. Il y a juste deux semaines, le Haut représentant du Président de la République pour les régions du centre en vue de la résolution de la crise dans cette partie du pays, le Professeur Dioncounda Traoré, a publiquement dit lors d'une conférence de presse que toutes les options sont sur la table y compris dialoguer avec les deux leaders religieux qui n'ont pas renoncé à leur nationalité malienne. Cette petite affirmation a tellement fait l'effet d'une bombe au sein du gouvernement que le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale, M. Tiébilé Dramé, est sorti pour démentir de la façon la plus formelle, en ajoutant même qu'une telle option ne pourrait être qu'une initiative personnelle de l'ancien Président de la Transition, qui ne saurait engager le

gouvernement de la République du Mali. IBK a fini par trancher en faveur de Dioncounda Traoré.

En bon jongleur, le Président de la République, après avoir mis dos à dos deux anciens collaborateurs que sont Dioncounda Traoré et Tiébilé Dramé, a fini par trancher en faveur du premier, jetant du coup l'opprobre sur le second. Sinon comment comprendre que Dioncounda Traoré, avec l'expérience qu'il a, puisse faire une telle affirmation sans se référer à celui dont il n'est que le représentant, à savoir IBK ? Sa sortie après plus de sept mois de silence n'était qu'un sondage d'opinion sur un sujet qui était déjà connu, qui est celui de discuter, dialoguer ou négocier avec Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa. Au cours de la conférence de presse Dioncounda Traoré a même persisté et signé que le Président de la République était bel et bien au courant de sa démarche.

Il a fallu que la France et la Communauté in-

ternationale, qui volent au secours du Mali, élèvent le ton pour que le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Tiébilé Dramé monte au créneau pour battre en brèche la proposition de Dioncounda Traoré, dans un ton à la fois méprisant et vindicatif. Les propos de Tiébilé Dramé étaient aux antipodes de tout langage diplomatique qui sied à la matière en pareil cas. On aurait même dit qu'il réglait son compte avec l'ancien Président de la Transition. Et pourtant tout porte à croire que le Ministre des affaires étrangères et de la Coopération internationale a plutôt été chargé de répondre à Dioncounda Traoré, sinon on aurait lu un communiqué ou tout au moins sommé M. Dramé de démentir ses propos.

Enfin, en bon manipulateur, le Président de la République a réussi à mettre dos à dos Tiébilé Dramé et Dioncounda Traoré, en confirmant l'option annoncée par ce dernier, qui est celle de prendre langue avec Iyad et Kouffa. IBK a, du coup tranché entre Dioncounda Traoré, son Haut représentant pour la crise du centre et Tiébilé Dramé son Ministre des affaires étrangères et de la Coopération internationale, couvrant ce dernier de gêne, pour ne pas dire de déshonneur.

En définitive, désormais Dioncounda Traoré est totalement blanchi et pourrait poursuivre son travail, tandis que Tiébilé Dramé devra désormais se prémunir de toutes les garanties ou faire attention à ce qu'il doit dire au risque de se ridiculiser et ternir son image en voulant redorer le blason du régime.

Mopti : A Djenné, “patrimoine (toujours) en péril”

A Djenné, dans le centre du Mali, la mosquée qui attirait les touristes du monde entier n'arrive même plus à avoir de la visite des Maliens de l'intérieur à cause de la situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader.

La crise dans les régions du centre du Mali arrive, très facilement, à faire de l'ombre à tous ceux qui faisaient la beauté et l'admiration de cette partie du pays aux yeux du monde extérieur. Les touristes ont déserté les hauts lieux touristiques de la région (le plateau dogon et la ville de Djenné) depuis le début de la crise en 2011. Entretemps, la crise a pris d'autres formes et le Centre s'est embrasé. Que devient la ville touristique de Djenné et sa grande mosquée ?

A quelques mètres de l'entrée, la traversée de l'affluent du Niger, le Bani, est obligatoire pour toute personne désireuse de faire un tour dans la ville. Deux bacs, datant du régime de Moussa Traoré, assurent la traversée d'une rive à une autre des véhicules, des motos, des charrettes et des personnes.

Menace « djihadiste »

Le pont de Djenné est une longue histoire. La menace « djihadiste » est passée par là. En construction, le chantier a été attaqué et des engins ont été détruits en 2018. Une autre entreprise est chargée des travaux de finition, qui s'éternisent au grand bonheur de Kaboro Naciré et son équipe, qui s'occupe des deux bacs. « Nous gagnons notre vie dans ce travail, confie Kaboro Naciré, conducteur de bac. Cela fait plus d'une dizaine d'années que je travaille sur ce bac. Aujourd'hui, la ville n'est pas aussi fréquentée qu'avant la crise. Sinon lorsque les touristes venaient, on pouvait passer toute la journée à faire traverser les véhicules. Nous avons peur de perdre notre activité avec le pont, mais la concurrence n'a pas encore démarré. On attend de voir. »

Les conséquences de la crise sécuritaire se font beaucoup sentir dans la ville. Les gens réfléchissent à plusieurs reprises avant de ré-

pondre aux différentes sollicitations. Le samedi 1er février 2020, lorsque nous faisons le tour de la ville, il n'y avait pas grande affluence au marché. Même si à Djenné, c'est le lundi qui est jour de foire hebdomadaire où les gens viennent des villages environnants. Mais, une certitude : tout le monde semble regretter la période touristique. « L'économie de la ville se meurt à petit feu. Personne ne peut faire quelque chose, car il faut le retour de la paix pour espérer avoir une situation normale. Il ne reste plus que l'échange local, car les étrangers viennent de moins en moins. », témoigne ce commerçant détaillant de la ville.

Une mosquée légendaire

Magistralement plantée au beau milieu du centre-ville, elle est toujours là, magnifique et splendide : la grande mosquée de Djenné. Nous l'avons visitée, en compagnie de Mamy Nientao, l'un des muezzins. Il nous a fait faire le tour de la mosquée et nous a raconté son histoire. « La mosquée de Djenné n'est pas construite sur une fille. Au moment du sacrifice de la jeune fille, il n'y avait pas de mos-

quée, a tenu à préciser Mamy Nientao. L'Islam a fait plus de cent ans avant la construction de la mosquée. »

Entre un mélange de modernité et de tradition, cette mosquée date de 1906 (les travaux ont pris fin en 1907) en remplacement de deux autres construites dans le passé. Selon le muezzin, sa construction a demandé l'appui d'architectes yéménites. La mosquée est bâtie sur une superficie d'un hectare, sa hauteur est de 20 mètres, le toit est soutenu par 99 piliers (en référence au 99 noms d'Allah). Les murs mesurent 20 à 30 cm d'épaisseur. Les briques de remplacement sont constituées de son de riz, de baobab, de miel et d'huile de karité qu'on mélange et conserve pendant deux à trois mois pour faire la réparation. A chaque mois d'avril, la population locale participe au crépissage de la mosquée.

Depuis quelque temps, la ventilation traditionnelle qui était constituée de 104 fenêtres a fait place à la ventilation moderne avec un système d'électricité obtenu à partir de l'énergie solaire. Une place est réservée aux tombes des saints à l'intérieur de la mosquée. Ce joyau architectural soudano-sahélien ainsi que la ville de Djenné sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1988. Mais la mosquée semble être oubliée à cause de la crise sécuritaire. Pire, en 2016, elle a été placée sur la liste du patrimoine en péril à cause de la menace « djihadiste ».

■ Par Yacouba Dramé



Côte d'Ivoire : Négociations avec Ouattara, Gbagbo désigne Affi

La confiance entre Laurent Gbagbo et Pascal Affi N'Guessan est désormais totale. L'ancien chef de l'Etat de Côte d'Ivoire a demandé au président du FPI de négocier sa libération totale et son retour en Côte d'Ivoire auprès du chef de l'Etat Alassane Ouattara.

Enfin des négociations Alassane Ouattara - Laurent Gbagbo, Affi N'Guessan aux commandes

L'affaire aurait pu être un secret bien gardé si la rencontre entre le Président Laurent Gbagbo et son ancien Premier Ministre Affi N'Guessan avait été gardée secrète. Le patron du Front Populaire Ivoirien, aperçu à la dernière audience du procès de son «chef» à la Cour Pénale Internationale (CPI), a été mis en mission par ce dernier pour accélérer sa libération ainsi que celle du Ministre Charles Blé Goudé et leur retour en Côte d'Ivoire.

Selon nos informations confirmées par une source très proche du président Laurent Gbagbo, l'idée soumise par Affi N'Guessan à l'ex-président a été accueillie favorablement par ce dernier. En effet, le président du FPI avait déjà approché le chef de l'Etat Alassane Ouattara pour lui demander d'aider à faire libérer Laurent Gbagbo pour lequel il disait, « c'est un frère avec qui je n'ai aucun problème ». Le Président Ouattara avait redirigé Affi N'Guessan vers le Vice-président Daniel Kablan Duncan pour parler des modalités de son implication éventuelle dans cette affaire.

Ceux qui ne veulent pas d'une réconciliation Alassane Ouattara



- Laurent Gbagbo

Quelques problèmes se sont ensuite posés dans les tractations entre les deux parties. Des personnes au RHDP déconseillent à Alassane Ouattara de faciliter le retour de l'ex-Président en Côte d'Ivoire. Pour eux, un tel événement viendrait compromettre leurs chances de rester au pouvoir.

Pour ces personnes, une fois en liberté et en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo pourrait participer à la large coalition anti-RHDP qui est en train de se mettre en place avec le PDCI, Guillaume Soro et tous les partis politiques de l'opposition.

D'un autre côté, les agissements de certains pro-Gbagbo, toujours dans une posture de défiance vis-à-vis du Président Ouattara, n'ont pas joué en faveur de cet apaisement souhaité par Affi N'Guessan. Lequel apaisement aurait pu déboucher sur la libération du patron historique du Front Populaire Ivoirien.

Lors de sa visite à Laurent Gbagbo, Affi N'Guessan a listé toutes les initiatives qu'il avait engagées pour obtenir sa libération. En plus de cette approche directe du Président Alassane Ouattara, il avait aussi été reçu par le Président français François Hollande pour demander son appui dans ce dossier. Toutes ses actions ont été entravées par la soi-disant illégitimité à parler au nom du FPI que lui colaient certains cadres du parti.

Comment Affi N'Guessan a fait accepter l'idée d'une négociation à Gbagbo

Lors de sa rencontre avec Laurent Gbagbo à Bruxelles, Affi N'Guessan lui a clairement demandé d'accepter l'idée d'une négociation politique avec le Président Alassane Ouattara pour l'obtention de son retour en Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo a accepté l'idée et a engagé le patron du FPI pour mener à bien ces négociations.

Vers un échange direct Laurent Gbagbo - Alassane Ouattara ?

Affi N'Guessan a de nouveau repris contact avec le Président Alassane Ouattara pour évoquer le sujet. Ce dernier l'a une nouvelle fois redirigé vers le Vice-président Daniel Kablan Duncan, mais avec la promesse cette fois de reprendre le dossier en main à son retour en Côte d'Ivoire.

A la rencontre en attente de confirmation entre Affi N'Guessan et Alassane Ouattara à cet effet, un échange téléphonique direct entre les deux présidents Laurent Gbagbo - Alassane Ouattara devrait avoir lieu. L'idée a déjà été vendue au président Gbagbo. Cet échange téléphonique devrait rassurer le Président Ouattara sur l'acceptation de l'idée par LG.

A suivre.

Côte d'Ivoire: L'Église catholique veut un processus électoral pacifié



La cathédrale Saint-Paul est la cathédrale de l'archidiocèse d'Abidjan (image d'illustration).

En Côte d'Ivoire, l'Église catholique veut contribuer à l'apaisement du climat socio-politique, avant la présidentielle d'octobre 2020. Samedi 15 février, elle a organisé une messe géante en faveur de la paix à la cathédrale Saint-Paul d'Abidjan, à laquelle ont participé des centaines de croyants. A l'origine, ce rassemblement devait être accompagné d'une marche dans les rues du centre-ville, mais la manifestation a finalement été annulée pour éviter d'éventuels débordements.

« Allons à la paix ! ». C'était le slogan souligné par la messe géante organisée sur le parvis de la cathédrale Saint-Paul du Plateau. Plusieurs centaines de fidèles ont assisté à cette prière exceptionnelle, parmi lesquels Jacques

Ehouo, maire du Plateau, du parti d'opposition PDCI, Marcel Amon Tanoh, ministre des Affaires étrangères, affilié au parti au pouvoir RHDP ainsi que Michel Gbagbo, le fils de l'ancien président actuellement jugé à la CPI. Après les 3 000 morts de la guerre civile de 2011, les Ivoiriens espèrent un autre scénario pour la présidentielle d'octobre prochain : « Nous sommes venus prier pour la paix, vu l'atmosphère du pays, vu l'horizon qui est un peu flou, avec ce que l'on ressent », dit celui-ci. « Ce n'est pas seulement une affaire de catholiques, c'est une affaire de tous les Ivoiriens en fait. On est tous concernés par la paix, parce que dans la guerre, on ne peut rien bâtir », indique encore cette participante.

La messe devait d'abord s'accompagner d'une procession religieuse. Mais, avec la possible participation de l'opposition et de violentes

menaces lancées sur les réseaux sociaux, la marche a été annulée. Qu'importe, pour père Lawrence Eugène Awondji, curé de la paroisse Sainte-Anne de la commune d'Abobo, le rassemblement a été un succès : « Ces initiatives sont belles, nous souhaitons que les autres confessions religieuses, pourquoi pas, emboîtent le pas à l'Église catholique pour prier, pour aller dans ce sens. Nous voulons des élections apaisées, nous voulons la paix pour notre pays ».

Ce n'est pas la première fois que l'Église s'inquiète des risques de violences politiques. En juin dernier, elle avait lancé ce cri d'alarme : « Évitez-nous une autre guerre. »

■ Source RFI



Football : Victime de racisme, le Malien Marega quitte le terrain avec fracas

Incident à caractère raciste majeur dans un match du championnat portugais de football, dimanche 16 février. Moussa Marega, l'attaquant international malien du FC Porto, a inscrit le but de la victoire de son équipe à Guimaraes avant de quitter le terrain, ne supportant plus les cris racistes dont il faisait l'objet.

Le FC Porto revient à un point du Benfica Lisbonne en tête du championnat du Portugal. La défaite des Lisboètes samedi 15 février contre Braga (0-1) et la victoire des Dragons dimanche 16 février sur le terrain du Vitoria Guimaraes (2-1) relance la course au titre.

Mais le résultat sportif de Porto n'est pas l'enseignement majeur de cette 21e journée de Liga Nos. De ce match gagné par les Portuans dans le nord du Portugal, on retient surtout le

spectacle consternant qui a amené à la sortie enragée de Moussa Marega bien avant la fin de la rencontre.

Insulté, Marega répond avec un but et une célébration particulière

À la 60e minute de jeu, alors que le score était de 1-1, le Malien, lancé en profondeur, a remporté son duel avec le gardien Douglas Jesus d'une balle piquée. Un but qui s'avèrera décisif puisque Porto ne lâchera plus cet avantage d'un but. Mais juste après son 6e but de la saison, Moussa Marega a défié certains supporters du stade Dom Afonso Henriques, l'antre du Vitoria Guimaraes.

L'Aigle n'a pas fêté sa réalisation avec la joie

habituelle du buteur. Non, il a plutôt montré plusieurs fois son avant-bras en direction des tribunes, comme pour désigner sa couleur de peau. Une attitude qui n'a pas plu à certaines personnes, qui ont commencé à jeter des projectiles dans sa direction, dont des sièges arrachés.

L'arbitre a adressé un carton jaune à Moussa Marega, coupable à ses yeux d'avoir provoqué les supporters. L'homme au sifflet ignorait peut-être les raisons qui ont poussé le joueur à réagir ainsi. Mais la suite lui a sans doute permis de comprendre davantage. Car l'incident ne s'est pas arrêté là.

Personne n'a pu l'empêcher de quitter le terrain

Loin de se calmer, Moussa Marega a laissé exploser sa colère. Dans le stade de Guimaraes, certains individus ont proféré des insultes à caractère raciste à son égard. Ce n'est pas une première en Europe, bien au contraire même. Mais cette fois, l'attaquant de 28 ans a riposté avant de dire stop.

■ O. Roger



Bélier (21 mars - 19 avril)

À votre poste de travail, vous aurez les idées claires. Vous aurez un sens inné de l'organisation. De par vos propres initiatives ou en obéissant plus prosaïquement à des directives, vous serez en mesure de vous pencher sur de nouveaux clients.

Uranus aura une influence positive. Cette planète vous aidera à recadrer la plupart de vos dépenses, ce qui renforcera encore plus l'efficacité de votre gestion. Vous pourrez même recentrer vos placements financiers sur des objectifs plus réalistes...



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un effort est demandé par un chef. Il peut faire cette demande d'une façon sèche. La communication coince en effet. Les supérieurs hiérarchiques pourraient être maladroits avec vous. Ne le prenez pas personnellement. La santé de l'entreprise en dépend.

Les dépenses d'argent continuent. Elles concernent un peu tout, les charges et les frais inattendus. Vous pouvez réaliser quelques économies en vérifiant les prix. Faites les soldes, pensez à comparer les tarifs. Même de petites économies sont les bienvenues.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

De belles possibilités s'offrent à vous dans votre sphère professionnelle. Mars vous permet de faire valoir vos idées qui seront bien acceptées. Vous mettez un dernier coup de collier pour obtenir ce que vous attendez depuis longtemps. Vous ne savez plus où donner de la tête avec ces 4 planètes dans votre maison 8. Votre situation financière est tributaire des autres, notamment de votre famille et cet état de fait vous énerve un peu, car vous avez l'impression de ne rien maîtriser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez quelques petits soucis envers toute forme d'autorité aujourd'hui à votre travail ! Évitez, dans la mesure du possible, les confrontations qui pourraient déboucher sur des discussions trop agitées ! Vous auriez du mal à assumer ce genre de relations.

Aujourd'hui, vous êtes un peu dans l'abus, et vos finances ne font pas exception ! Vous vous sentez insouciant et avez tendance à vouloir dépenser plus que de raison ! Restez dans le contrôle le plus possible, car Jupiter est une planète bien excessive !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous exercez vos talents dans une activité commerciale, un gros dossier ou un client important pourra vous passer sous le nez... En effet, à cause des dissonances de Mars, vous serez excessivement bridé ! Vous supporterez mal les entraves...

Vous manquerez de réalisme concernant vos engagements financiers. En effet, ces derniers ne seront pas vraiment compatibles avec vos charges fixes. La planète Uranus sera très dépensière, surtout dans le domaine des plaisirs personnels, et des cadeaux !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir envie d'une formation. L'évolution de votre carrière nécessite une formation. Vos compétences ne sont pas bien vues par vos supérieurs hiérarchiques. La journée peut marquer l'occasion d'en parler. Un nouveau départ vous attend.

Il règne une ambiance de frustration. Des dépenses ne permettent guère de loisirs. Dans la journée, des règlements peuvent survenir. Il est nécessaire de préserver une trésorerie pour faire face à ces charges. Gardez confiance, ces frais sont temporaires.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre avenir professionnel vous paraissant assez incertain, vous pourriez avoir envie de prendre davantage soin de vous, de vous tourner vers une profession qui comble vos besoins intérieurs notamment de sécurité et d'évolution.

Vous risquez d'être assez impulsif dans vos dépenses et ceci peut nuire à l'équilibre de votre budget. Vous avez envie de faire plaisir à votre famille et vous achetez en ce moment les cadeaux de Noël.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication étant aujourd'hui un peu perturbée, il se peut que vos relations avec vos collègues de travail ne se passent pas au mieux. Vous avez tendance à vous montrer plus dur, et avez beaucoup de mal à faire des concessions. Soyez plus cool !

La prudence est de mise aujourd'hui avec vos finances, car Jupiter vous pousse aux dépenses inconsidérées ! Vos désirs sont légèrement dans l'excès et frôlent même l'insouciance ! Soyez vigilant, vos envies deviendraient vite incontrôlables !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre entreprise pourra décider de délocaliser ou de sous-traiter une partie de vos tâches. Pour autant, votre poste ne sera pas supprimé. Simplement, il sera remanié. Vous devrez suivre le mouvement, et vous y faire... Pas ou plus le choix !

Tout chez vous respirera l'économie bien pensée... Voiture hybride, ampoules basse consommation, etc. Aujourd'hui, vous vous documenterez sur les avantages et inconvénients du chauffage au bois ! Économe, et respectueux de l'environnement... Sus au gaspillage !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver la motivation, comptez sur l'atmosphère joyeuse au travail. Vos collègues ont un sens de l'humour développé ! Du côté du planning, il est chargé. Vos activités peuvent demander un bon sens de l'organisation. On compte sur vous pour cela !

C'est toujours la prudence qui prend le pas sur le désir. L'impulsivité n'a pas raison de vous. Le shopping est un moyen de flâner ou de repérer. La relation à l'argent reste sereine. Malgré des charges régulières, la gestion est faite avec sérieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des discussions interminables pourraient avoir lieu au sein de votre bureau pour définir qui fait quoi et dans quelles conditions. Les esprits pourraient s'échauffer et vous auriez bien du mal à garder votre calme.

Un bon aspect Saturne/Neptune vous procure une ouverture pour mettre en pratique certains de vos projets financiers. Vous pourriez par exemple demander un prêt. Il a toutes les chances d'être accordé bien que certaines clauses ne soient pas très claires. Il faudra bien les lire avec attention.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez toujours la reconnaissance de vos pairs au travail et en éprouvez une grande fierté. Néanmoins, vous pourriez ressentir un déséquilibre entre votre sensibilité et votre volonté, ce qui provoquerait chez vous quelques tensions intérieures.

Vous êtes un peu ce qu'on appelle panier percé aujourd'hui ! Jupiter en opposition à votre Lune vous pousse aux abus, et notamment aux excès en matière de dépenses ! La prudence s'impose donc, car vous pourriez le regretter par la suite !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA